

PROGRAMME ASIE

LES RELATIONS SINO-EUROPÉENNES À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE ?

ENTRETIEN AVEC DAVID BAVEREZ

INVESTISSEUR PRIVÉ,
AUTEUR DE *CHINE-EUROPE : LE GRAND TOURNANT* (LE PASSEUR ÉDITEUR, 2021),
CHRONIQUEUR POUR *L'OPINION* ET *LES ÉCHOS*

Réalisé par Emmanuel LINCOT

CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'IRIS,
PROFESSEUR À L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS ET SINOLOGUE

MAI 2021

ASIA FOCUS #160

EMMANUEL LINCOT : Votre dernier livre offre une approche fictionnelle des acteurs internationaux et sous la forme d'une prospective. Pourquoi avoir eu recours à ce procédé littéraire ?

DAVID BAVEREZ : La génération à laquelle j'appartiens s'est nourrie essentiellement de préjugés, car son Histoire a été très rectiligne. Le principal bouleversement pour elle a été la chute du Mur de Berlin, qui n'a servi qu'à renforcer ses convictions existantes, dont le paroxysme fut atteint avec la prétendue « fin de l'Histoire ». Aujourd'hui, la situation est l'inverse, l'Histoire est de retour avec vengeance. Pour aborder la montée en puissance de la Chine, il faut accepter d'abandonner ses préjugés et d'être confronté à un « Empire des paradoxes ». Il m'a donc semblé plus approprié de recourir à un dialogue fictif entre le président Xi Jinping, d'une part, et des experts européens, d'autre part, de manière à pouvoir présenter objectivement les points de vue de chaque camp en présence. Et ce, dans cinq domaines, principaux piliers de ce qui devrait être une nouvelle relation entre l'Europe et l'Empire du Milieu : politique, où nous pourrions, de manière très paradoxale, puiser dans le meilleur du système chinois – comme l'élaboration d'un objectif commun fédérant une très large population – pour réformer notre système démocratique ; sociétal, où l'Europe peut apporter un sens de la vie à une jeunesse chinoise, dont la valeur fondamentale – la famille – s'effondre avec l'enfant unique ; géopolitique, où la gouvernance mondiale née de l'ère post-1945 doit être repensée ; industrielle, où les impressionnants succès chinois dans les secteurs à économie d'échelle masquent les échecs tout aussi criants dans les industries d'écosystème ; enfin, technologique, où la Chine fait le même pari de la « tech-cratie » que les États-Unis du XXe siècle, alors même qu'il lui manque la maîtrise des deux maillons clés de la technologie : les semi-conducteurs dans le domaine du « hardware » et les systèmes d'exploitation dans le domaine du « software ».

Qu'on le déplore ou non, aujourd'hui, les débats autour de la Chine tournent spontanément à des échanges passionnés, éloignés des arguments rationnels qui

devraient s'appuyer sur des faits quantifiés de manière objective. Voilà pourquoi il m'a semblé une meilleure idée de recourir à une forme de narration fictive, permettant de dépassionner le débat et de présenter les faits de manière sérieuse, sans pour autant se prendre au sérieux.

EMMANUEL LINCOT : Il nous informe, comme vous l'avez fait dans vos précédents ouvrages, sur le décalage chaque année plus saisissant dans les choix de gouvernance entre la Chine et l'Occident. Dans le contexte post-Covid 19, quelles tendances dégagez-vous de ce décalage ?

DAVID BAVEREZ : Trois éléments expliquent pour moi la réussite relative de la Chine face à l'Occident dans la gestion de la crise du Covid : d'abord, l'acceptation d'une prise de risque extrême, à travers une approche brutale de « stop and go » entre priorité économique et priorité sanitaire, de janvier à mars 2020 : souvenons-nous qu'en janvier 2020, la Chine, déjà au courant de la rapidité potentielle de propagation du virus, donne la priorité absolue à l'économie ; ensuite, durant cinq semaines, elle confine près de cent millions de personnes, fait sans précédent dans l'histoire de la République chinoise, prenant un énorme risque politique ; dès mars 2020, elle décrète la fin officielle du virus pour redonner la pleine priorité à l'économie ; l'Occident, pendant ce temps, se fait l'apôtre du « en même temps », tentant de concilier libertés individuelles et contraintes collectives, ce qui se révélera inopérant compte tenu de la nature exponentielle de la propagation du virus.

Ensuite, la Chine fera le choix de l'adoption omniprésente de la technologie, symbolisée par les « 3T, Testing – Tracking - Treating », copiée sur les modèles coréen et taiwanais. Cette approche se révélera particulièrement cruciale dans le cadre du déconfinement, dont le succès sera amplifié par la floraison d'applications digitales inventées par le secteur privé chinois pour aider à digitaliser de nombreux services précédemment face à face ; l'Occident préférera au même moment se complaire dans le « quoiqu'il en coûte »,

et refusera, dans de nombreux pays, l'adoption de solutions technologiques, ce qui obligera à des prises de décisions gouvernementales centralisées, uniquement « top-down », dont le caractère général tranchera cruellement avec la diversité des situations sanitaires à l'échelon local.

Enfin, la primauté sera toujours donnée en Chine à l'intérêt collectif sur l'intérêt individuel, à l'image du port du masque, qui, en Occident, s'est révélé culturellement très difficile à imposer. Certains observateurs ont voulu y voir l'héritage d'une tradition confucéenne, d'autres – notamment asiatiques – ont simplement voulu y voir le signe du déclin du leadership occidental, à l'opposé du courage, principe fondateur de l'action de Lee Kwan Yew à Singapour : « lorsque vous hésitez entre deux solutions face à un problème, choisissez toujours la plus douloureuse, car c'est celle que les autres ne suivront pas ».

On a donc assisté à cette situation paradoxale en Occident où l'obsession du maintien des libertés individuelles a conduit à leur plus grande suppression, notamment par la série de confinements successifs. Sur le plan économique, la Chine aura représenté à elle seule la quasi-totalité de la croissance mondiale en 2020, avec un PNB en hausse de +2% quand l'Occident régressait d'entre -5% et -10%, selon les pays.

Ce qui reste frappant vu d'Asie est, qu'à ce stade, aussi peu de voix se soient levées en Occident pour s'interroger de savoir si des leçons pouvaient être tirées des gouvernances asiatiques de la crise, de manière à réformer nos bureaucraties inopérantes.

EMMANUEL LINCOT : Vous vous opposez, j'imagine, au « China bashing » ambiant. Pour autant, votre ouvrage ne fait-il pas une part trop complaisante à la dictature chinoise lorsque vous la comparez, en esprit, à la France de Napoléon III ? Quid de la question des droits de l'Homme ? Ne prenez-vous pas le risque d'être taxé de « sino-béat » ?

DAVID BAVEREZ : L'énorme problème que nous, Occidentaux, devons affronter est que notre discours sur les droits de l'Homme n'est plus audible par le peuple chinois. Non seulement parce que des partisans du président Trump envahissent le Capitole ou des gilets jaunes détruisent les Champs-Élysées. Mais aussi parce que de manière plus générale, la réticence en Occident de porter un masque ou de scanner une application pour pénétrer dans un restaurant est vécu comme une trahison aux « devoirs de l'Homme ». Ces pratiques ont en effet comme but de protéger les autres, avant même de se protéger soi-même.

Ce n'est donc pas être un « sino-béat » que d'appeler les démocraties occidentales à se réinventer pour reconstruire leur crédibilité quant à la défense de leurs valeurs fondamentales, à commencer naturellement par les droits de l'Homme. C'est plutôt un appel salutaire à revenir aux racines de ce qui rend la démocratie « le pire des régimes, à l'exception de tous les autres ».

Chacun aura sa propre sensibilité à la question des droits de l'Homme, mais l'Histoire nous rappelle que les progrès en la matière sont rarement réalisés en ligne droite. Lorsque je vivais à Berlin juste après la chute du mur, les « Ossies » de Berlin-Est me confiaient que pour eux, le premier à avoir fait tomber le mur était Willy Brandt en 1970 lorsqu'il avait lancé l'« Ost Politik », s'appuyant sur son concept de « Wandel durch Handel ». Aussi aurais-je tendance à penser que l'amélioration des droits de l'Homme en Chine a plus de chance d'émerger par la progression de la condition économique des 600 millions de Chinois vivant encore officiellement avec seulement 150 dollars par mois. En ce sens, je me rapproche en effet des convictions de Napoléon III il y a près d'un siècle et demi.

EMMANUEL LINCOT : Quelles seront les conséquences du découplage industriel que les Japonais et les Occidentaux appellent de leurs vœux sur le plan économique tant en Chine qu'à l'étranger ?

DAVID BAVEREZ : Les dangers de la déglobalisation seraient, à mon sens, très supérieurs à ceux de la globalisation. Le monde dans lequel nous vivons est désormais fondamentalement interdépendant. Notre univers va être VUCA – « Volatile, Uncertain, Complex, Ambiguous », tel que décrit par l’armée américaine. Je ne crois donc pas à la thèse du « reshoring », dont la tentative infructueuse par Foxconn aux États-Unis a d’ailleurs illustré les limites évidentes. Vous noterez au passage que ce concept de « reshoring » est beaucoup plus familier des responsables politiques que des chefs d’entreprises, plus près des réalités du terrain.

Je pense plutôt que la solution pour l’Occident viendra d’organiser au mieux cette interdépendance. D’abord, en privilégiant la sécurité et flexibilité des « supply chains » grâce notamment aux possibilités offertes par la « blockchain », qui devrait véritablement changer la donne en la matière. Ensuite, en construisant des schémas alternatifs, notamment en Asie du Sud-Est dans le cas de multinationales présentes en Chine, de manière à optimiser les rapports de force dans le cas de possibles tensions.

EMMANUEL LINCOT : Partagez-vous la thèse de Graham Allison selon laquelle la guerre entre la Chine et les États-Unis est la moins improbable des hypothèses ?

DAVID BAVEREZ : De par l’interdépendance économique des différentes régions du monde que nous venons d’évoquer, nous entrons dans une ère de « Paix froide », par opposition à la « Guerre froide » de 1947. Souvenez-vous, en 1947, « la paix était impossible, et la guerre improbable ». Aujourd’hui, la guerre est impossible, du fait de la puissance de l’arsenal militaire, et la paix est improbable, c’est le résultat de l’interdépendance économique. De plus, chaque camp est persuadé de sa bonne foi, où « ils nous volent notre technologie » s’oppose au « ils nous volent notre développement ».

On sait que les États-Unis suivront toujours plus la valeur de leurs intérêts – 500 milliards de dollars d’échanges commerciaux annuels avec la Chine – que les intérêts de leurs

valeurs. Nous pouvons donc nous rassurer sur la faible probabilité d'un conflit armé entre Chine et États-Unis, mais nous inquiéter de la sournoiserie qui va imprégner leurs relations dans les prochaines décennies.

Reste naturellement ouverte l'épineuse question de Taiwan, dont la politique américaine de Donald Trump a perturbé le calendrier. Alors que jusqu'à présent, le gouvernement chinois en avait fait une affaire du XXI^e siècle, l'embargo imposé par l'Amérique aux livraisons de semi-conducteurs de dernière génération à des clients chinois tel Huawei, rend le calendrier désormais beaucoup plus pressant. Comme illustré par la cession forcée par Huawei de son activité de téléphones portables. Le sort de Taiwan dépend donc aujourd'hui de considérations autant technologiques que politiques. Et ce d'autant plus depuis l'été 2020, où le vrai tsunami à Taiwan ne fut pas tant le Covid que l'annonce par l'américain Intel de sa décision de confier à TSMC la production de ses « chips » de plus haute précision, compte tenu de son incapacité à les produire lui-même en interne. La dépendance à Taiwan n'est donc plus seulement une spécialité du « Mainland ». J'incline cependant à penser que l'art de la guerre restant de ne pas faire la guerre, Pékin continuera sa politique d'encerclement progressif, déjà bien avancée, lorsque l'on considère que 40% des exportations taiwanaises sont déjà destinées au « Mainland ».

EMMANUEL LINCOT : La crise annoncée va-t-elle forcer le gouvernement chinois à revoir son projet des Nouvelles Routes de la soie à la baisse et notamment en Europe où fait significatif, les offres d'extension chinoises pour la zone portuaire de Sines au Portugal (une entrée stratégique en Europe) ont été repoussées ?

DAVID BAVEREZ : Dès 2019, compte tenu des déconvenues financières des nombreuses « déroutes de la soie », la Chine avait revu à la baisse ses investissements dans les Nouvelles Routes de la soie de manière très significative, de près de 75%, rappelant l'incapacité du gouvernement chinois à se projeter en dehors de ses frontières. L'exemple du Pakistan est emblématique, où les 60 milliards de dollars prévus ont été gelés après

les 20 premiers déboursés. De même, grande publicité a été faite sur les annulations de projets en Malaisie pour près de 20 milliards de dollars. En revanche, les relations avec l'Iran semblent avoir grandement bénéficié du retrait américain des discussions avec le pays, avec près de 400 milliards de dollars d'échanges commerciaux prévus. Le projet des Nouvelles Routes de la soie est donc, à mon sens, appelé au cours de la prochaine décennie à évoluer d'un projet originellement principalement économique, à une ambition plus de nature avant tout géopolitique.

La vision de l'Europe par la Chine, dans ce cadre, reste, elle, bien constante depuis l'élaboration du projet en 2013 : l'Europe sera divisée entre une Europe du Nord ; compétitive internationalement, à fort pouvoir d'achat, vers laquelle seront exportés les produits à forte valeur ajoutée par la voie ferroviaire ; et une Europe du Sud, surendettée et improductive, dont le pouvoir d'achat ne lui permettra plus de s'offrir que les produits à faible valeur ajoutée, qui prendront la route maritime. D'où l'intérêt chinois pour les infrastructures portuaires européennes, dont elle possède aujourd'hui déjà environ 10%.

EMMANUEL LINCOT : Plus de 600 millions de Chinois vivent avec 140 dollars de revenus mensuels et les conséquences de la pandémie s'avèrent désastreuses pour l'économie nationale d'autant que la Chine n'a encore aucun système d'assurance chômage. Y voyez-vous un danger sur le plan politique pour l'État-Parti ?

DAVID BAVEREZ : À l'occasion du début de son second mandat, le président Xi Jinping a déjà prévenu sa population par un « profit warning » de quinze ans que la « Chine prospère » devrait attendre 2035, les quinze prochaines années étant consacrées à l'émergence d'abord d'une « Chine moderne ». Raison pour laquelle la question des inégalités revient régulièrement dans les discours du gouvernement.

Vous aurez noté récemment l'approche radicalement différente de la réglementation des géants de l'internet en Chine par rapport à l'Occident. Plutôt que de se soucier des

questions de la protection de la sphère privée – concept très récent en Chine, puisque c’est une société historiquement rurale – les dirigeants chinois ont préféré se focaliser sur le risque monopolistique d’une industrie où le « gagnant remporte tout », compte tenu de l’absence de coût marginal. Le souci du gouvernement est donc bien celui de la réduction des inégalités des dix prochaines années du fait de l’accélération de la révolution digitale, plus particulièrement dans le domaine des services, censé alimenter la croissance chinoise.

Dans un pays où, de manière paradoxale, un « gouvernement de vieux » poursuit une « politique de jeunes », le critère de cohésion sociale pour la population chinoise reste celui de savoir si la prochaine génération aura un meilleur niveau de vie que la génération actuelle. À ce stade, ce moteur des États-Unis tout au long du XXe siècle semble encore bien en marche dans la Chine contemporaine.

EMMANUEL LINCOT : Kishore Mahbubani, le doyen fondateur de la Lee Kuan Yew School of Public Policy que vous mentionnez fait l’apologie du système chinois en l’opposant au modèle américain, selon lui en déclin, ne serait-ce par ce que Washington mène depuis des décennies des opérations militaires d’envergure qui ont toutes échoué sur le plan politique alors que la Chine serait en paix avec le reste du monde. Historiquement, c’est une vue de l’esprit, car depuis l’instauration du régime communiste, la Chine a été en guerre à trois reprises : Corée, Inde, Vietnam. Elle n’a cessé par ailleurs de mener des formes de guérilla et la cyberguerre s’inscrit dans cette continuité. Qu’est-ce que la Chine peut donc apporter comme alternative au système de gouvernance mondiale ?

DAVID BAVEREZ : La Chine ne conçoit, à ce stade, les relations qu’à travers le rapport de force. Sur le plan géopolitique, cela se traduit par le concept de « sharp power », en opposition au « soft power » des États-Unis lors de la deuxième moitié du XXe siècle. Il

s'agit donc moins de chercher à séduire que de s'imposer comme la seule alternative possible.

Les désastreuses conséquences tant sanitaires qu'économiques de la crise du Covid devraient cependant convaincre les dirigeants chinois des limites de cette approche, qu'une plus grande coopération mondiale aurait permis de régler dans de bien meilleures conditions.

Le reste du monde doit donc suggérer une nouvelle organisation de type « G moins 2 », une force de proposition mondiale sans les États-Unis ni la Chine, pour favoriser une nouvelle approche inclusive, de manière à traiter l'interdépendance des problèmes planétaires allant bien au-delà des intérêts d'un seul pays. L'exemple fréquemment cité est celui de l'environnement, la réalité est qu'il n'est que la conséquence de la racine du véritable enjeu du XXI^e siècle : l'explosion démographique, qui, alliée à la révolution digitale, nous fait passer d'une planète de 700 millions de privilégiés occidentaux à plus de 7 milliards d'habitants planétaires.

EMMANUEL LINCOT : La création de monnaies numériques par la Chine constitue une alternative à l'étalon dollar et des pourparlers sont en cours entre la Chine et certains pays comme l'Iran. Quel scénario voyez-vous pour l'avenir à ce sujet ?

DAVID BAVEREZ : L'Histoire nous enseigne que les grandes crises économiques deviennent financières avant de tourner monétaires. Les interventions gouvernementales depuis 2008, d'une ampleur sans précédent, nous auront, certes, épargné les deux premières, nous ne pourrons cependant pas faire l'économie d'un fort ajustement monétaire dans le futur.

Ceci explique à la fois la faible volonté du gouvernement chinois de rejoindre un ordre monétaire mondial extrêmement instable, et son empressement, parmi tous les grands pays, à développer une nouvelle monnaie digitale. Les premiers pilotes dans la région du

Guangdong comme de Suzhou semblent très prometteurs et les Jeux olympiques de Pékin l'an prochain devraient permettre un test grandeur nature. Pour mémoire, l'Europe parle d'une monnaie digitale au mieux pour 2025, tandis que les États-Unis semblent privilégier d'autres chemins de digitalisation, pour éviter toute cannibalisation du « roi dollar ».

Je crois personnellement au succès futur du RMB digital qui tirera sa crédibilité non seulement de son émetteur, la People's Bank of China ; sans doute la banque centrale la plus soucieuse aujourd'hui de défendre la future valeur de sa monnaie ; mais du fait de l'utilisation qui est faite de cette monnaie, la digitalisation permettant de l'orienter vers des activités ciblées plus rentables tant sur le plan géographique que sectoriel.

Gardons en tête que le dollar finance encore aujourd'hui près des deux tiers du commerce mondial, contre seulement moins de 5% pour le RMB. La route de la détrônisation du dollar sera donc encore longue, mais ne sous-estimons pas non plus les changements que la digitalisation peut introduire dans une industrie, tel que nous l'avons vu dans les médias, le commerce ou le tourisme.

EMMANUEL LINCOT : L'Indopacifique vous paraît-il viable face au projet des Nouvelles Routes de la soie ?

DAVID BAVEREZ : L'Indopacifique a su très intelligemment tirer les leçons de la gabegie bruxelloise et a donc opté pour un schéma d'alliance *ad hoc* plus qu'une union bureaucratique. Inde, Japon et Australie s'inspirent de la devise américaine de longue date : « la mission fait la coalition ». Le futur de cet Indopacifique va donc être intimement lié aux intérêts qu'elle cherchera à défendre de manière opportuniste, avec le soutien des autres pays de la région, et si possible de l'Europe. Le succès de cette approche, par nature fragile, dépendra donc des femmes et des hommes qui la construiront.

Il reste juste à espérer de voir émerger dans la région plus de Jacinda Ardern dont le nouveau type de leadership est apparu au reste du monde lors de la crise du Covid : un

mélange d'extrême autorité alliée à une extrême empathie. Donc je n'exclus pas que l'Indopacifique nous surprenne à l'avenir par le succès de quelques initiatives communes, mais la robustesse de sa cohésion continuera de soulever de nombreuses interrogations.

EMMANUEL LINCOT : Le rapprochement entre la France et l'Inde provoque des remous au Pakistan notamment. En retour, la France et l'UE peuvent-elles s'aliéner la Chine ? Si non, dans quels domaines voyez-vous des formes de coopération encore possibles ?

DAVID BAVEREZ : Gardons en tête que l'Inde produit environ 2 000 dollars de PNB par tête, quand la Chine se situe à près de 10 000 dollars. Les perspectives de coopération pour l'Europe avec ces deux régions sont donc de nature différente.

En ce qui concerne la Chine, la coopération européenne devrait se focaliser avant tout sur les besoins de l'Empire du Milieu pour relever le défi du « middle-income trap » : sa trop faible productivité. Aujourd'hui, la productivité chinoise dans bon nombre d'activités reste seulement au quart ou au tiers du niveau américain. Même dans une ère post-Trump, la Chine n'est plus prête à dépendre de la technologie américaine, et l'Europe hérite ainsi d'une chance historique à saisir. C'est tout le sens de l'Accord global sur les investissements entre la Chine et l'Europe de décembre 2020. Certaines aires de coopération prioritaires ont été clairement identifiées : les services financiers, comme la gestion d'actifs, clef pour la productivité de l'épargne chinoise, prélude nécessaire à une accélération de la consommation intérieure ; la santé, où l'on voit bien dans cette crise du Covid, notamment en matière de vaccin, les faiblesses du secteur chinois ; le « cloud », où les investissements chinois se focalisent sur l'infrastructure, alors que l'essentiel de la future création de valeur proviendra des services ; l'environnement, où la Chine fait un pari à première vue impossible de passer de son pic d'émissions à la neutralité carbone en seulement trente ans, alors que l'Europe se donne soixante ans pour le réaliser ; ce qui devrait amener à collaborer certes dans la production d'énergies renouvelables ou la

voiture électrique, mais de manière sans doute plus décisive, dans les systèmes intelligents de gestions de réseaux ou de places de marché.

Sur un plan plus général, l'Europe a historiquement généré environ un tiers des inventions de la planète, alors que la Chine représente aujourd'hui un tiers de la croissance mondiale. Travailler à la complémentarité des deux systèmes paraît donc un sujet passionnant pour la génération à venir ! ■

ASIA FOCUS #160

LES RELATIONS SINO-EUROPÉENNES À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE ?

Entretien avec DAVID BAVEREZ

Installé depuis 2012 à Hong Kong, David Baverez y investit dans la Nouvelle Chine, émergeant des disruptions du nouveau monde. Auteur de *Chine-Europe : le grand tournant* (Le Passeur Éditeur, 2021), *Paris-Pékin Express. La Nouvelle Chine racontée au futur Président* (Éditions François Bourin, 2017), traduit en anglais sous le titre *Beijing Express* (Westphalia, 2018) et *Génération tonique* (Plon, 2015), il est également chroniqueur pour *L'Opinion* et *Les Échos*.

Réalisé par Emmanuel LINCOT / Chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue.

MAI 2021

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, chercheur associé à l'IRIS et professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org — emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org